



# Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET  
WWW.USMISSION.CH

## Hebdomadaire

### CETTE SEMAINE

26 NOVEMBRE 2003

#### L'USAID S'EMPLOIE À FACILITER L'ACCÈS À L'INTERNET EN AFRIQUE

Dans le cadre de l'Initiative Leland, lancée il y a sept ans, deux millions d'Africains ont été connectés à l'internet. .... 1

#### LE PROJET DE CRÉATION D'UN SYSTÈME MONDIAL D'OBSERVATION DE LA TERRE EST EN BONNE VOIE

Un groupe de travail international va se réunir prochainement en Italie à cet effet. .... 5

#### DÉPOSITION DE LA PROPOSITION DE LOI AGOA III AU SÉNAT ET À LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

La modification de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique ..... 6

#### MM. BUSH ET BLAIR PRÉCONISENT LE MULTILATÉRALISME POUR CRÉER UN MONDE MEILLEUR

Leur déclaration commune diffusée le 20 novembre 7

#### DES CHERCHEURS AMÉRICAINS TESTENT SUR L'HOMME UN VACCIN CONTRE LE VIRUS ÉBOLA

Communiqué de presse du NIAID ..... 9

#### L'USAID S'EMPLOIE À FACILITER L'ACCÈS À L'INTERNET EN AFRIQUE

Dans le cadre de l'Initiative Leland, lancée il y a sept ans, deux millions d'Africains ont été connectés à l'internet.

L'article ci-après écrit par M. Lane Smith, coordinateur de l'Initiative Leland pour l'Agence des Etats-Unis pour le développement international a paru dans la revue électronique du Bureau des programmes d'information internationale publiée en novembre 2003 intitulée "La vulgarisation de l'internet". Les articles de cette revue sont accessibles sur le site web : <http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm> et peuvent être reproduits librement.

L'Afrique en ligne Lane Smith Coordinateur de l'Initiative Leland Agence des Etats-Unis pour le développement international

(Depuis 1996, l'Agence des Etats-Unis pour le développement international travaille étroitement avec les dirigeants africains et le secteur privé pour faire bénéficier l'Afrique de la connexion internet par le truchement d'un programme nommé en l'honneur d'un parlementaire américain qui avait consacré sa carrière à la promotion du développement des pays africains et qui a perdu la vie dans l'accomplissement de cette tâche.)

L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) s'emploie depuis sept ans à aider les dirigeants africains à doter leur pays des technologies de l'information et de la communication (TIC) et à apprendre à leur population à les utiliser. Les programmes de l'USAID, qui reposent sur des partenariats avec les institutions locales et des donateurs

du secteur privé, ont déjà fourni l'accès à l'internet à quelque deux millions d'Africains et ce nombre croît chaque jour.

Ce chiffre représente une proportion importante des 8,9 millions d'Africains qui utilisent maintenant l'internet (1). Grâce à ces efforts novateurs, le succès des TIC apparaît, mettant en évidence les résultats positifs que l'on peut obtenir quand les décideurs et hommes d'affaires africains peuvent accéder aux meilleures technologies et au savoir-faire que puissent leur offrir les Etats-Unis.

Ces réalisations ont été obtenues dans le cadre d'un programme baptisé l'Initiative Leland et qui doit son nom à Mickey Leland, député américain de l'Etat du Texas mort dans un accident d'avion en 1989 alors qu'il participait à une mission de secours aux victimes de la famine en Ethiopie. Tout au long de sa carrière, le député Leland s'était dépensé pour apporter aux populations africaines les avantages du développement. L'Initiative Leland a été lancée en juin 1996 pour étendre la révolution de l'information à l'Afrique en hommage au dévouement et à l'engagement du député Leland envers les populations du monde entier.

Au milieu des années 1990, seuls quelques pays africains avaient accès à l'internet et cet accès se limitait souvent à un service de courrier électronique lent et coûteux dans leur capitale. Aujourd'hui, les 44 pays de l'Afrique sub-saharienne ont un accès qui, dans la plupart des cas, s'étend à des villes et régions très éloignées de la capitale. Des centaines de fournisseurs de services internet ont fait leur apparition et des milliers de cybercafés donnent à leurs clients un accès payant à des ordinateurs reliés à l'internet. L'Initiative Leland a établi le principal point d'accès à l'internet et une connectivité nationale dans dix de ces pays(2). Dans seize autres pays (3), l'Initiative Leland et les missions locales de l'USAID ont connecté les principales institutions telles que les universités, le parlement et des groupes du secteur privé. Dans tous les pays, les avantages de l'Initiative Leland se traduisent pour les citoyens par un marché plus dynamique, d'un meilleur accès et d'une diminution des coûts.

La portée de cette initiative ne doit cependant pas être mesurée uniquement en termes de technologie et d'accès. De courageux dirigeants africains ont vu dans l'Initiative Leland la possibilité de mettre fin au monopole du gouvernement sur les services téléphoniques, solution traditionnelle mais discréditée.

Des organismes privés africains et américains ont réagi vigoureusement et rapidement aux possibilités offertes par ces changements. Une fois les bases posées par l'Initiative Leland, des compagnies privées ont investi des capitaux, créé des sociétés, construit l'infrastructure et se sont résolument lancées dans de nouvelles entreprises commerciales.

#### Les principes de l'Initiative Leland

L'Initiative Leland a été conçue pour influencer plusieurs domaines importants : la politique, le matériel et les gens.

Dans le domaine politique, l'USAID a établi un important principe avec le lancement, en 1996, de l'Initiative Leland : nous ne travaillerions qu'avec les pays qui seraient prêts à adopter une politique de communication moderne favorable à l'internet et basée sur la baisse des prix, l'introduction de la concurrence et la libre circulation de l'information. Les experts de l'Initiative Leland ont offert d'aider les directeurs africains des télécommunications à aller au-devant du secteur privé pour appliquer cette politique.

Le deuxième élément de l'initiative est le matériel, c'est-à-dire les technologies de la communication qui relient les gens aux fournisseurs de services internet, les fournisseurs de services internet aux points d'accès et ces derniers au réseau internet mondial. Les experts de l'Initiative Leland ont installé l'équipement de télécommunications le plus moderne dans les capitales et formé le personnel de la compagnie de téléphone locale à son utilisation. Ils ont également fourni la technologie permettant de relier les services internet privés à cet équipement et conçu des modèles pour connecter les régions insuffisamment desservies et les villes secondaires.

Aider les gens à acquérir les compétences et la base de connaissances synonymes d'une industrie de l'information était le troisième objectif de l'Initiative Leland. Nous voulions aider les particuliers et les institutions à utiliser les puissants outils de l'information et de la communication fournis par l'internet pour favoriser le développement social et économique et améliorer l'existence des Africains.

En 1996, dix pays se sont associés à l'Initiative Leland à ces conditions. En collaboration avec la société de télécommunications AT&T, qui a son siège aux Etats-Unis, l'USAID a appris aux organismes de réglementation du premier groupe de pays à établir des prix de gros abord-

ables pour les circuits internet tout en assurant un taux de rendement sain sur les investissements effectués par leur gouvernement pour l'établissement de ces circuits. La participation d'AT&T a aidé les responsables des compagnies nationales de téléphone, habitués jusque là à une politique des télécommunications monopolistique, à considérer le secteur privé comme un partenaire et non pas comme un rival qu'il faut subjuguier. Dans chaque pays, l'Initiative Leland a organisé des réunions entre les parties prenantes : représentants du gouvernement, cadres des compagnies de téléphone, hommes d'affaires, responsables des milieux scolaires et universitaires, ONG, etc. Grâce à ces réunions, l'Initiative Leland a aidé les parties à élaborer des modalités d'octroi de licences transparentes et simplifiées. Dans chaque pays bénéficiant de l'Initiative Leland, de nombreuses entreprises ont saisi ces possibilités de travailler dans le domaine de l'internet et se sont montrées prêtes à investir chacune 40.000 dollars en moyenne pour y participer.

Une fois ces mesures politiques en place, l'USAID s'est tournée vers le secteur américain de la technologie, chargeant des sociétés de l'Utah, de la Californie, de la Virginie, du Maryland et d'ailleurs de concevoir des points modernes d'accès à l'internet utilisant des satellites afin de doter les compagnies nationales de téléphone d'un internet efficace à grande vitesse. Nous avons introduit les technologies avec fil et sans fil pour relier ces points d'accès aux nouveaux fournisseurs de services internet et les avons équipés de lignes téléphoniques permettant à leurs clients d'accéder à l'internet. Les nouvelles technologies sans fil continuent à être fournies aux quartiers et aux particuliers insuffisamment desservis : les cybercafés et les centres d'accès de quartier sont maintenant l'un des principaux facteurs de croissance de l'internet.

Les dix premiers pays qui avaient accepté les conditions de l'Initiative Leland ont enregistré de rapides progrès dans le secteur des télécommunications et ces progrès ont été remarqués par les gouvernements des pays voisins. Les pays qui avaient refusé leur participation lorsque l'Initiative leur avait été initialement proposée, en 1996, constatèrent que leur politique de prix élevés et de monopole de l'Etat et privé ne donnait pas les résultats obtenus par les pays qui avaient adopté une politique favorable à l'internet. A la fin des années 1990, ces pays initialement réfractaires ont commencé à signer des accords dans lesquels ils s'engageaient à réformer leur politique, à baisser leurs prix et à permettre la concurrence du marché.

## L'amélioration des compétences

Un matériel adéquat et un accès suffisant n'ont de valeur que si les gens savent utiliser les technologies de l'information pour améliorer leur existence et leurs collectivités. Consciente de ce fait, l'USAID a déployé d'importants efforts pour améliorer la capacité des Africains et de leurs institutions à utiliser les ressources de l'information dans l'enseignement, les affaires, l'agriculture et la démocratisation.

L'Initiative Leland a enseigné à des milliers de personnes l'utilisation stratégique des vastes ressources internationales que fournit l'internet en matière d'information. Ces personnes représentent tous les secteurs de la société : gouvernement, milieux d'affaires, organisations non gouvernementales, éducation et soins de santé. Elles utilisent aujourd'hui ces compétences pour stimuler l'activité économique, accroître le potentiel humain, favoriser le développement et obtenir une participation civique plus importante ainsi qu'une plus grande transparence dans l'administration publique.

Les activités de développement basées sur l'internet qui résultent de l'initiative Leland sont variées :

- Les partenariats entre les écoles africaines et américaines renforcent la capacité d'utiliser l'internet dans l'enseignement à l'intérieur du pays et encouragent des relations suivies.
- Au Kenya, en Ouganda, au Rwanda, en Afrique du Sud, au Mali et en Guinée, les responsables de l'éducation relient des universités disparates à des réseaux nationaux, pièces maîtresses d'un monde de l'éducation qui connaît une rapide mondialisation.
- Les activités du secteur privé dans le commerce et les investissements renforcent la capacité qu'ont les associations commerciales d'utiliser l'internet.
- Les réseaux basés sur l'internet utilisés par les parties prenantes de l'exécutif, du législatif et du judiciaire augmentent la transparence, encouragent la démocratisation et donnent naissance à de meilleurs gouvernements.

Le secteur privé donne certaines des preuves les plus tangibles des progrès réalisés dans ces domaines. Nous avons fourni de l'équipement et de la formation aux chefs de petites entreprises pour les aider à développer leurs compétences et à identifier des ressources

stratégiques en matière d'éducation. Au bout de six mois, toutes les entreprises qui participaient à ce projet avaient accru leurs revenus de soixante pour cent. Un grand nombre d'entre elles avaient été en mesure de trouver de meilleures sources de matières premières et d'équipement par le truchement de l'internet, réduisant ainsi leurs frais d'exploitation et accroissant leur compétitivité.

Un autre succès a été enregistré avec la formation d'un réseau de femmes d'affaires, le Women's Business Network. Ce réseau, qui a des membres au Ghana, au Kenya, en Ouganda, en Afrique du Sud et aux Etats-Unis, encourage l'utilisation de l'internet dans les relations commerciales, accroissant l'accès à des informations cruciales sur le marché et établissant des liens, grâce au commerce électronique, entre les sociétés africaines et américaines. Plus de cent quarante femmes d'affaires africaines ont créé la U.S.-Africa Women's Business Alliance. Quarante d'entre elles ont établi des sites internet pour mieux commercialiser leurs produits et services ou ont commencé à faire de la publicité pour leurs produits sur les sites existants.

Dans la province KwaZulu du Natal, en Afrique du Sud, les experts de l'Initiative Leland ont aidé la Black Farmers Union à établir des centres d'accès à l'internet. L'accès offert par ces centres permet à plus de mille deux cents agriculteurs d'utiliser des services bancaires en ligne et d'éviter ainsi un voyage aller et retour de plus de cent kilomètres jusqu'à la zone urbaine la plus proche desservie par des institutions financières. Les agriculteurs ont aussi accès en temps réel à des renseignements sur le prix et la disponibilité de produits agricoles de base comme les engrais et les semences, au lieu de devoir recourir à des intermédiaires coûteux et incompetents.

L'avenir

Les résultats et leçons tirés de l'expérience faite ces sept dernières années grâce à l'Initiative Leland sont devenus la base de l'Alliance mondiale pour le développement en matière de technologie de l'information, le modèle établi par le gouvernement américain pour un développement durable grâce à des partenariats entre les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les hommes d'affaires et les établissements d'enseignement. Des initiatives publiques et privées sont en cours pour atteindre toute une série d'objectifs qui renforceront le rôle des TIC en Afrique. L'USAID a recruté des partenaires dans l'administration, le milieu enseignant et le secteur privé

pour mettre au point des programmes d'amélioration de l'enseignement et de la formation afin d'obtenir un cadre africain de professionnels spécialisés dans les TIC et de spécialistes expérimentés de la réglementation. Des universités, des entreprises et des organisations non gouvernementales des Etats-Unis fournissent l'expertise, les logiciels et l'équipement nécessaires aux universités africaines qui manquent de ressources.

Ces partenariats aident les Africains à atteindre l'un des principaux objectifs du XXIe siècle : stimuler le développement économique et social. L'enseignement à distance, la télémédecine, le commerce et le gouvernement électronique sont tous très prometteurs, pour les Africains comme pour les Américains. L'Initiative Leland a déjà fait connaître à des millions d'Africains les avantages que peuvent procurer les technologies de l'information en améliorant la qualité de la vie et en créant de meilleures sociétés. Nous avons maintenant le devoir de poursuivre cette tâche et d'aller au-devant des millions d'autres personnes qui ne sont pas encore entrées dans l'ère numérique.

(1) International Telecommunications Union Statistics at a Glance, Octobre 2003 <http://www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/at-glance/innet02.pdf>

(2) Côte d'Ivoire, Bénin, Erythrée, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Mali, Malawi, Mozambique, Rwanda.

(3) Afrique du Sud, Ethiopie, Ghana, Lesotho, Liberia, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, RDC, Sénégal, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Zambie, Zimbabwe.

Plusieurs sites d'institutions financés par l'Initiative Leland témoignent des réalisations de ce programme, notamment les sites suivants : [www.nettleafrica.org](http://www.nettleafrica.org), [www.kenet.org](http://www.kenet.org), [www.ncc.gov.ng](http://www.ncc.gov.ng), [www.makrere.ac.ug](http://www.makrere.ac.ug).

## LE PROJET DE CRÉATION D'UN SYSTÈME MONDIAL D'OBSERVATION DE LA TERRE EST EN BONNE VOIE

Un groupe de travail international va se réunir prochainement en Italie à cet effet.

Par Jim Fuller  
Rédacteur du "Washington File"

Washington - Selon de hauts responsables des Etats-Unis, le projet de création d'un système qui reliera des milliers de satellites, d'aéronefs et de stations terrestres dans le monde entier en vue d'obtenir des prévisions plus précises relatives aux changements climatiques, aux rendements agricoles, à l'apparition de maladies et à la survenance de catastrophes naturelles suit son cours.

Le vice-ministre du commerce chargé des océans et de l'atmosphère, M. Conrad Lautenbacher, a déclaré à la presse, le 17 novembre, qu'un groupe de travail international - le Groupe des observations de la Terre (GEO) - tiendrait sa seconde réunion les 28 et 29 novembre à Baveno (Italie), en vue de poursuivre les travaux portant sur un plan décennal de mise en place d'un système d'observation de la Terre. La première réunion de ce groupe a eu lieu à l'issue du premier Sommet de l'observation de la Terre qui s'est tenu le 31 juillet 2003 à Washington.

Le groupe de travail, a indiqué M. Lautenbacher, a préparé un calendrier ambitieux : l'ébauche du plan décennal doit être soumise lors d'une réunion ministérielle en avril prochain, à Tokyo (Japon) et le projet de plan doit être soumis dans son intégralité lors d'une autre réunion ministérielle à la fin de 2004.

Les ministres et les délégués d'une trentaine de pays qui ont assisté au premier Sommet d'observation de la Terre en juillet dernier ont adopté une déclaration dans laquelle ils préconisent l'élaboration d'un système global et coordonné d'observation de la Terre. Il est prévu que ce système relie et accroisse les moyens existants d'observation dans le monde entier - notamment les dispositifs terrestres, aériens et spatiaux - à diverses fins (climat, météo, catastrophes naturelles et ressources vivrières).

Les ministres qui avaient assisté au sommet du G8 en 2003 à Evian (France) avaient préconisé le renforcement de la coopération internationale en ce qui concerne l'observation de notre planète. De même, les participants au Sommet mondial sur le développement durable qui s'est tenu à Johannesburg en 2002 s'étaient prononcés en

faveur d'une plus grande coordination entre les dispositifs d'observation de la Terre.

Le système d'observation de la Terre, a expliqué M. Lautenbacher, devrait être conçu de manière à faciliter l'application de décisions relatives à diverses questions internationales d'ordre social, médical, sanitaire et écologique, entre autres.

"La coordination entre les satellites d'observation de la Terre permettra d'obtenir de nombreuses informations, a-t-il dit. Les observations par satellite sont de plus en plus courantes, et nous devrions réussir, dans les décennies à venir, à obtenir des clichés qui ne se limitent plus seulement aux conditions météorologiques de la Terre."

La définition des moyens de coordination et d'intégration des données et des informations recueillies par des satellites avec celles provenant des stations terrestres et des stations flottantes dans les océans constituera une tâche difficile pour la communauté internationale, et c'est là un des problèmes que le groupe international examinera lors de sa réunion à Baveno.

Les dispositifs actuels d'observation montrent déjà leur utilité quant à l'estimation des rendements agricoles, la surveillance de la qualité de l'eau et de l'air, l'amélioration de la sécurité aérienne et la prévision de phénomènes climatiques tels qu'El Nino. Malgré ces avantages, les lacunes dans la connaissance de notre planète et de ses systèmes complexes empêchent de s'attaquer à divers problèmes, tels que la sécheresse, l'apparition de maladies, les difficultés en matière de production agricole et de transport. Il est aussi nécessaire de disposer de nouveaux moyens d'observation pour mettre fin aux incertitudes scientifiques en ce qui concerne les précipitations, l'humidité du sol et la salinité des océans.

"Par exemple, a dit M. Lautenbacher, si l'on considère les dispositifs en place dans le monde à l'heure actuelle, il est possible de trouver des lacunes importantes pour ce qui est de l'observation des océans." Les chercheurs obtiennent à l'aide des satellites des informations assez bonnes sur la surface des océans, mais il n'en est pas de même pour les grands fonds ou même les niveaux intermédiaires. Les océans font l'objet d'une faible observation et sont mal compris alors qu'ils constituent 70 % de la superficie de notre planète et qu'ils ont une influence sur le climat de tous les pays du monde.

“Nous commençons à peine à observer les océans pour obtenir les données dont on a besoin pour la surveillance globale des climats et des conditions météorologiques, a-t-il indiqué. Grâce à une surveillance globale, on devrait pouvoir examiner les effets des océans sur la santé de l’homme, sur les zones côtières et sur les ressources halieutiques non seulement le long des côtes, mais en plein océan en suivant les déplacements des espèces migratrices.”

Pour sa part, un haut responsable de l’Agence américaine pour la protection de l’environnement (EPA), M. Paul Gilman, a souligné la nécessité d’obtenir de meilleures données, en indiquant qu’une étude récente réalisée par son organisme montrait que la moitié des indicateurs utilisés pour évaluer la qualité de l’eau, de l’air et des sols étaient insuffisants.

“Le résultat le plus frappant, a-t-il dit, est que nous avons dû conclure dans notre rapport, quelque 31 ans après la promulgation de la loi sur la qualité de l’eau, que les grands indicateurs de la qualité de l’eau ne nous permettaient pas de dresser un tableau de la qualité de l’eau au niveau national. C’est donc dans ce contexte que l’EPA participe à l’élaboration d’un système d’observation de la Terre.”

Un tel système, a-t-il fait remarquer, pourrait se révéler utile lors d’événements tout à fait imprévus, comme les incendies qui ont ravagé de grandes étendues en Californie au mois d’octobre.

“Notre agence, a-t-il précisé, s’est inquiétée des conséquences de ces incendies, notamment en ce qui concerne la pollution de l’air, mais nous n’étions pas vraiment en mesure de calculer l’ampleur de la pollution. J’envisage le jour où les moyens de télédétection et d’imagerie nécessaires à l’observation d’une telle situation seront grandement perfectionnés.”

## DÉPOSITION DE LA PROPOSITION DE LOI AGOA III AU SÉNAT ET À LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

La modification de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du “Washington File”

Washington - La proposition de loi visant à étendre la portée et la durée de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA) vient d’être déposée au Sénat et à la Chambre des représentants, les 20 et 21 novembre respectivement.

Au Sénat, le président de la commission des affaires étrangères, M. Richard Lugar (sénateur républicain de l’Indiana), a déclaré que cette proposition de loi dénommée AGOA III (l’AGOA II sur l’élargissement des avantages commerciaux accordés aux pays africains qui entreprennent des réformes a été promulguée en 2002) tenait compte des possibilités immenses de croissance et de développement économiques de l’Afrique subsaharienne. Elle intéresse 48 pays et près de 700 millions d’Africains, a-t-il dit en ajoutant : “Une Afrique stable et prospère peut offrir de nouveaux partenariats qui contribueront à renforcer fortement nos intérêts commerciaux et sécuritaires.”

Pour sa part, le président de la sous-commission des affaires africaines de la Chambre des représentants, M. Ed Royce (représentant républicain de la Californie), a déclaré : “Le renforcement des relations commerciales avec l’Afrique, qui est ce que nous visons avec l’AGOA III, est très important pour l’avenir de ce continent.”

A propos du soutien de parlementaires tant démocrates que républicains, M. Jim McDermott (représentant démocrate de l’Etat de Washington) a dit : “La proposition de loi que nous avons déposée aujourd’hui donne suite à ce que nous avons appris depuis l’entrée en vigueur de l’AGOA. Elle vise à élargir les avantages de l’AGOA de sorte que d’autres secteurs, en particulier l’agriculture et l’agroalimentaire, puissent avoir accès au marché américain.”

“Nous tous, a-t-il ajouté, comptons collaborer avec nos collègues, avec le président de la commission du budget, M. Bill Thomas (représentant républicain de la Californie), et avec le gouvernement Bush pour améliorer ce texte de loi et pour aider les pays d’Afrique subsaharienne à tirer parti de leurs possibilités dans le domaine économique.”

Quant à M. Charles Rangel (représentant démocrate de New York), qui est l'un des principaux coauteurs de l'AGOAI, il a dit : "Aujourd'hui, nous ouvrons un nouveau chapitre important de l'élargissement des relations économiques et commerciales entre les Etats-Unis et les pays d'Afrique subsaharienne. Cette proposition de loi va nous permettre de nous fonder sur le succès phénoménal de l'AGOAI et de l'AGOAI et de veiller à ce que ce succès se maintienne à l'avenir."

Selon le communiqué de presse diffusé par le bureau de M. Royce, l'AGOAI vise :

- à proroger l'AGOAI au moins jusqu'en 2015,
- à permettre aux pays les plus pauvres bénéficiaires de l'AGOAI d'utiliser pendant quatre ans de plus des tissus provenant de pays tiers pour la fabrication de vêtements exportés en franchise de douane aux Etats-Unis,
- à fournir une assistance technique aux agriculteurs africains pour qu'ils puissent remplir les critères sanitaires et phytosanitaires stricts des Etats-Unis,
- à réduire les obstacles auxquels se heurtent les agriculteurs africains désireux d'exporter leurs produits aux Etats-Unis,
- enfin, à élaborer des mesures destinées à aider l'Afrique à mettre en place l'infrastructure (transports, énergie, télécommunications, eau) nécessaire pour accroître ses échanges commerciaux avec les Etats-Unis.

#### MM. BUSH ET BLAIR PRÉCONISENT LE MULTILATÉRALISME POUR CRÉER UN MONDE MEILLEUR

Leur déclaration commune diffusée le 20 novembre

Le président Bush et le premier ministre britannique, M. Tony Blair, ont fait une déclaration commune le 20 novembre, à l'occasion de la visite d'Etat de M. Bush à Londres. Dans cette déclaration, les deux hommes d'Etat s'engagent à accroître la coopération entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni dans divers domaines, dont le processus de paix au Proche-Orient, la lutte contre le terrorisme, la lutte contre la prolifération des armes de

destruction massive, la lutte contre le sida, la stabilité en Afrique, le libre-échange, l'énergie non polluante, la défense et l'enseignement.

Parmi les défis auxquels le monde se heurte à l'heure actuelle, disent-ils, figurent le terrorisme mondial, la prolifération des armes de destruction massive, les dictateurs hostiles, la pauvreté et les maladies infectieuses. "Nous et nos alliés des pays démocratiques avons l'obligation particulière d'agir et de mobiliser les institutions internationales afin de relever ces défis et de créer un monde plus sûr, plus juste et plus prospère."

"Nous exhortons tous les pays à s'unir dans un but commun, d'oublier leurs désaccords temporaires et de reconnaître notre obligation d'oeuvrer en faveur du bien commun dans le monde. Nos tâches sont de grande ampleur, mais nos moyens le sont aussi si nous oeuvrons de concert."

"Un multilatéralisme efficace, et non l'unilatéralisme ou la paralysie internationale, guidera notre action."

On trouvera ci-après des extraits de leur déclaration que la Maison-Blanche a diffusée le 20 novembre à Londres.

Un multilatéralisme efficace en vue de créer un monde meilleur : la déclaration commune du président George W. Bush et du premier ministre Tony Blair

Le président George W. Bush et le premier ministre Tony Blair réaffirment l'alliance exceptionnelle de valeurs et d'intérêts communs qui unit les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

Nous nous heurtons à de grands défis : le terrorisme mondial, la prolifération des armes de destruction massive, la pauvreté, les maladies infectieuses et des dictateurs hostiles qui oppriment leur peuple et qui compromettent la paix. Nous et nos alliés des pays démocratiques avons l'obligation particulière d'agir et de mobiliser les institutions internationales afin de relever ces défis et de créer un monde plus sûr, plus juste et plus prospère.

(...)

Nous exhortons tous les pays à s'unir dans un but commun, d'oublier leurs désaccords temporaires et de reconnaître notre obligation d'oeuvrer en faveur du bien commun dans le monde. Nos tâches sont de grande ampleur, mais nos moyens le sont aussi lorsque nous oeuvrons de concert.

Un multilatéralisme efficace, et non l'unilatéralisme ou la paralysie internationale, guidera notre action. Nous devons :

- Faire des efforts pour encourager la liberté dans les pays du grand Moyen-Orient. Nous avons une vision de cette partie du monde progressant vers la paix en passant par le stade la liberté. Nous ne pouvons pas sacrifier notre attachement à la démocratie pour acheter la sécurité, car dans ce cas-là nous n'aurons ni l'un ni l'autre. Nous saluons ceux qui dans la région s'emploient à promouvoir les droits de l'homme et la liberté économique, à lutter contre la corruption et à encourager l'égalité de tous devant la loi. (...)

Nous réaffirmons notre engagement en faveur de la vision de paix entre deux Etats - Israël et la Palestine - vivant côte à côte dans la paix et la sécurité. La Feuille de route menant à la paix demeure le moyen de concrétiser cette vision, et nous demandons à toutes les parties de s'acquitter des obligations qui en découlent, notamment d'agir avec efficacité pour mettre un terme au terrorisme et de s'abstenir de prendre des mesures susceptibles d'empêcher les conditions d'un règlement définitif ou d'en préjuger. (...)

- Poursuivre la lutte contre le terrorisme international. Nous finirons ce que nous avons commencé. Les terroristes ne doivent trouver aucun refuge, ni dans les montagnes de l'Afghanistan ou en Irak, ni en se cachant dans les villes de l'Europe et des Etats-Unis, ni en se faisant passer pour des guérilleros ou pour des oeuvres de bienfaisance. (...)

- Renforcer les efforts mondiaux contre la prolifération des armes de destruction massive. Nous devons accroître les capacités internationales pour s'attaquer efficacement à cette menace et nous le ferons. Nous redoublerons nos efforts pour contrecarrer les programmes nucléaires dangereux tant de l'Iran que de la Corée du Nord. (...)

- Promouvoir la santé de la population dans le monde. La lutte contre la pandémie mondiale de sida exige des efforts, une coordination et des ressources d'une manière soutenue au niveau international. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni oeuvreront de concert pour renforcer les efforts dans les domaines de la prévention, du traitement, des soins et du soutien en commençant par cinq pays africains. En vue de faciliter cette coopération, nous créerons un groupe de travail sur le sida, qui axera ses travaux sur nos efforts nationaux et qui fera aussi appel à d'autres pays. Nous adopterons une ligne

d'action globale pour accroître la prévention, les soins et le traitement, notamment en élargissant l'accès à des médicaments non toxiques et efficaces, en améliorant les prestations médicales et en formant des agents sanitaires. Nous partageons le même engagement en faveur de l'accroissement rapide des moyens de traitement contre le VIH dans les pays les plus touchés, de la réduction du taux de contamination ainsi que de l'élaboration de programmes destinés à fournir des soins et un soutien aux séropositifs et aux personnes touchées par le VIH et le sida, notamment les orphelins et les enfants qui sont vulnérables. Nous demandons à d'autres pays de se joindre à nous pour atteindre l'objectif fixé par le G8 en ce qui concerne l'éradication de la poliomyélite en 2005.

- Soutenir le développement de l'Afrique. Nous réaffirmons notre soutien à l'Afrique et au NEPAD dans le cadre du plan d'action du G8 pour l'Afrique. Nous sommes convenus d'oeuvrer en faveur de la création de mécanismes africains efficaces pour prévenir les conflits et pour administrer les opérations de maintien de la paix ; de continuer d'encourager au Zimbabwe le rétablissement d'institutions démocratiques responsables et de l'Etat de droit ; enfin, de soutenir le rétablissement de la paix au Liberia et en Sierra Leone. Nous nous acquitterons des engagements que nous avons pris à Monterrey et dans le cadre du plan d'action pour l'Afrique en vue d'améliorer l'efficacité de notre aide au développement. Nous nous félicitons du lancement du Forum pour le partenariat avec l'Afrique destiné à accroître le soutien de la communauté internationale au développement du continent africain. La mise en place des fondements de réussite de l'Afrique est notre but commun, et nous nous engageons à soutenir les efforts de ce forum. Nous agirons au niveau bilatéral et multilatéral pour améliorer les possibilités d'échanges commerciaux avec l'Afrique.

- Promouvoir le libre-échange. Nous sommes résolus à favoriser un système commercial mondial qui soit libre, équitable et multilatéral. Reconnaissant que la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancun a constitué une occasion manquée, nous réaffirmons notre attachement à l'aboutissement du programme de développement de l'OMC adopté à Doha. Nous oeuvrerons de concert avec nos partenaires de la communauté internationale pour mener à bien le cycle de négociations qui profitera aux pays tant industriels qu'en développement. Nous préconisons la reprise des négociations et encourageons toutes les parties à contribuer d'une manière sérieuse et importante à ces négociations qui revêtent de l'importance.

- Accroître la coopération technique en matière d'énergie non polluante. Nous réunirons nos forces scientifiques et techniques afin d'accélérer la mise au point de techniques pratiques et rentables en ce qui concerne la production et l'utilisation d'énergie non polluante.

#### DES CHERCHEURS AMÉRICAINS TESTENT SUR L'HOMME UN VACCIN CONTRE LE VIRUS EBOLA

Communiqué de presse du NIAID

Le premier essai clinique d'un vaccin destiné à prévenir l'infection par le mortel virus Ebola a commencé le 18 novembre à l'Institut national d'étude des allergies et des maladies infectieuses (NIAID) à Bethesda, dans le Maryland.

Le vaccin ne contient aucun élément infectieux du virus Ebola. Il a été synthétisé à partir de gènes modifiés et inactivés du pathogène. Selon un communiqué de presse du NIAID, 27 volontaires participeront à ces essais cliniques qui dureront un an, durant lequel les scientifiques chercheront à établir l'innocuité du vaccin.

Ces essais débutent au moment même où l'Organisation mondiale de la santé fait état de 11 cas de fièvre hémorragique à Ebola en République du Congo. Les épidémies précédentes en Afrique ont tué jusqu'à 90 % des personnes infectées. Considérée comme l'une des maladies les plus mortelles connues de la science médicale, la fièvre hémorragique à Ebola se manifeste par une brusque montée de température avec faiblesse, douleurs musculaires, céphalées et maux de gorge. Surviennent ensuite vomissements, diarrhée, éruption cutanée, insuffisance rénale et hépatique, et hémorragies internes et externes.

“Un vaccin efficace contre le virus Ebola constituerait non seulement un grand progrès pour les pays où la maladie est endémique, mais serait aussi un argument dissuasif de l'utilisation du virus comme agent du terrorisme biologique”, a déclaré le directeur du NIAID, M. Anthony Fauci.

Nous donnons ci-après des extraits du communiqué de presse du NIAID

Institut national d'étude des allergies et des maladies infectieuses Instituts nationaux de la santé

Le 18 novembre 2003

Le NIAID entame des essais cliniques d'un vaccin contre le virus Ebola

Le premier essai clinique d'un vaccin visant à prévenir l'infection par le virus Ebola a commencé aujourd'hui. Les chercheurs du Centre de recherche sur les vaccins (VCR) de l'Institut national d'étude des allergies et des maladies infectieuses (NIAID), qui est l'un des Instituts nationaux de la santé (NIH), ont mis au point le vaccin qui a été injecté à un volontaire du centre clinique du NIH à Bethesda. Le vaccin ne contient aucun élément infectieux du virus Ebola.

Il y a juste trois ans, le directeur du VCR, M. Gary Nabel, entouré d'une équipe de chercheurs du VCR et du Centre d'épidémiologie, ont décrit un vaccin expérimental qui protégeait des singes de l'infection mortelle par le virus. L'un des composants de ce vaccin va maintenant être évalué, afin d'en établir l'innocuité, sur des volontaires. Le vaccin candidat, qui fait partie d'une catégorie appelée vaccins ADN, est comparable à d'autres prototypes prometteurs de vaccins contre le sida, la grippe, le paludisme et l'hépatite.

“Cet essai démontre la capacité du VCR à passer rapidement de la recherche fondamentale à des produits tangibles”, souligne M. Fauci. “Les efforts accélérés que nous avons déployés afin de comprendre et de combattre l'infection à Ebola s'inscrit dans la mission de défense biologique du NIAID. Un vaccin efficace contre le virus Ebola constituerait non seulement un grand progrès pour les pays où la maladie est endémique, mais serait aussi un argument dissuasif de l'utilisation du virus comme agent du terrorisme biologique.”

En Afrique, les épidémies d'Ebola tuent jusqu'à 90 % des personnes infectées. Il n'existe aucun traitement contre cette maladie hautement contagieuse qui entraîne d'importantes hémorragies internes et une mort rapide. Selon les experts, la vaccination serait le meilleur moyen de prévenir et de contenir cette infection mortelle.

Il s'est écoulé deux décennies entre la première épidémie d'Ebola en 1976 et la suivante, survenue en 1995. Mais ces dernières années, pour des raisons inconnues, les épidémies d'Ebola surviennent de plus en plus fréquemment.

Le 17 novembre 2003, l'Organisation mondiale de la santé a rapporté 11 cas de fièvre hémorragique à Ebola en République du Congo. Le Dr Nabel souligne : "L'actuelle épidémie au Congo est un sinistre rappel de la nécessité de mettre au point rapidement des vaccins contre des infections aussi dangereuses. Il y a quelques années, nous n'imaginions pas que notre vaccin parviendrait si rapidement au stade des essais cliniques, mais la nouvelle virulence de ces virus renforce l'urgence de la réponse. Les individus qui se portent volontaire pour ces essais nous aideront à savoir si nos nouveaux vaccins seront efficaces au bout du compte."

Vingt-sept volontaires âgés de 18 à 44 ans participeront à ces essais. Six d'entre eux recevront un placebo et 21 recevront le vaccin candidat, qui est fabriqué par la société Vical Inc., une entreprise de biotechnologie dont le siège est à San Diego et qui collabore avec le VRC. (...) Dans ce nouvel essai, les volontaires recevront trois injections réparties sur deux mois et seront suivis pendant un an. Ils ne seront pas exposés au virus Ebola. Toute personne désireuse de participer à cet essai clinique peut consulter le site Internet <http://www.clinicaltrials.gov> ou appeler le VRC au numéro vert suivant : 1-866-833-LIFE (5433).

Le vaccin candidat est fabriqué à partir de gènes modifiés et inactivés du virus Ebola. Cela donne au système immunitaire les informations nécessaires sur les structures virales afin de préparer une défense rapide en cas de rencontre avec le vrai virus. Il n'y a aucun matériel infectieux dans le vaccin, et le virus n'a été présent à aucune étape de la fabrication du vaccin, souligne le Dr Barney Graham, directeur de l'unité d'essais cliniques au VRC. "Ce vaccin ne peut pas causer d'infection, parce qu'il est issu d'une nouvelle technique permettant de stimuler, en toute sécurité, d'amples réactions immunitaires."

A Noter:

Vous pouvez trouver d'autres textes et transcriptions en français sur le site Internet de la Mission des USA a l'adress suivante:  
<http://www.us-mission.ch>